



DÉRAPAGE CHEZ RENAULT

L'enquête sur les licenciements abusifs s'oriente vers la hiérarchie du groupe.

PAR FRANÇOIS LABROUILLÈRE

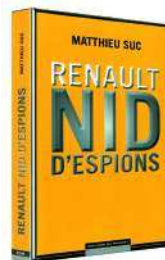
Près de trois ans après le scandale, l'incroyable affaire des trois cadres de Renault faussement accusés d'avoir été des espions chinois n'est toujours pas bouclée.

Magistrat discret et méthodique, le juge Hervé Robert, dont la seule fantaisie est son nœud papillon, poursuit imperturbablement ses investigations. «Après avoir cerné le rôle de Dominique Gevrey, le barbouze du service de sécurité de Renault à l'origine des fausses accusations, il aborde maintenant les responsabilités verticales, celles de la hiérarchie du groupe», analyse un connaisseur du dossier. Ainsi le juge a-t-il convoqué cet automne Christian Husson, l'ancien directeur juridique de Renault, aujourd'hui collaborateur d'un grand cabinet d'avocats. Le magistrat

veut savoir pour quelles raisons Christian Husson a certifié que l'enquête de la DPG, le service de sécurité de Renault où travaillait Gevrey, a été faite sous le contrôle du comité de déontologie du groupe, alors que cela n'a pas été le cas. Il devrait aussi lui demander pourquoi les trois cadres de Renault ont été licenciés sur de simples soupçons, sans que n'ait été alertée la DCRI, la Direction centrale du renseignement intérieur. Si Thibaut de Montbrial, l'avocat d'un des cadres, se réjouit que soient recherchées «toutes les responsabilités instigatrices ou opérationnelles du dossier», ces nouveaux démêlés laissent de marbre Philippe Goossens, le nouveau conseil de Renault. «Certains pour se défendre mettent en œuvre une stratégie assez maligne du complot, confie-t-il en visant Jean-Paul Baduel, l'avocat de Gevrey. Nous y répondrons le moment venu devant le tribunal.»

En attendant, les protagonistes du dossier sont les héros de «Renault, nid d'espions» (éd. du Moment), livre-enquête, façon «Tontons flingueurs», du journaliste Matthieu Suc. On y découvre que Gevrey et ses collègues avaient leurs habitudes au «Boxeur», un bistrot de la rue Brancion à Paris où se retrouve la fine fleur des espions ou ex-espions reconvertis dans le privé. **Dans ce monde trouble du renseignement, tous les coups sont permis.** En 2005, les agents de la DPG sont en Russie. Prétendant la menace d'attentats, ils «exfiltrent», manu militari, deux ingénieurs français en poste à Moscou ensuite accusés à tort d'avoir financé un «front islamiste tchétochène» ! En 2009, Philippe Clogenson, directeur du marketing clients, est à son tour licencié sur la base de fausses allégations. **Au total, une quinzaine de cadres seront éjectés par Renault à la suite d'accusations mensongères.**

Comment le groupe de Carlos Ghosn a-t-il pu tolérer de telles dérives ? «J'y vois le syndrome d'une entreprise mondialisée obnubilée par la culture du résultat», répond Matthieu Suc. Mais je suis aussi frappé de l'attachement des salariés de Renault à leur marque. Ainsi, avec les indemnités qui lui ont été versées, Michel Balthazard, l'une des victimes du scandale, s'est-il acheté une Renault.» ■



TROIS CAS DÉMASQUÉS

> IKEA

Le géant suédois du meuble est épinglé pour espionnage illicite. Une dizaine de ses dirigeants français sont mis en examen. Ils s'étaient renseignés illégalement sur les antécédents judiciaires de salariés et de clients.

> QUICK

La chaîne de restauration rapide est aussi soupçonnée d'espionnage. Selon le site Mediapart, elle aurait utilisé le même détective privé qu'Ikea pour se renseigner sur ses franchisés.

> FLOYD LANDIS

L'ancien coureur cycliste américain a été condamné, fin 2011, à douze mois de prison avec sursis pour avoir récupéré des documents provenant du piratage informatique du Laboratoire national de dépistage du dopage.

En tête



LE FEU SACRÉ : L'INGRÉDIENT QUI MANQUE À LA FRANCE

Quand Cesar Purisima, le ministre des Finances des Philippines, fait l'aller-retour Manille-Paris en vingt-quatre heures dans l'unique but de s'exprimer samedi dernier à la dixième édition des Entretiens de Royaumont (Val-d'Oise), l'auditoire s'attend à un discours défaitiste d'appel à l'aide. Surprise : certes il déplore «5 500 disparus dans le plus fort typhon de [l']histoire» de son pays. Mais il calcule aussitôt : «Si 12% de l'économie du pays ont été dévastés par Haiyan, il en reste 88% [...]. Nous restons un grand pays agréable à visiter [...]. Nous projetons d'investir 100 milliards de dollars dans les infrastructures», et il y a là moult «opportunités pour la France». Ce jeune ministre inspire et respire la confiance. Cet ingrédient magique des nations fortes qui manque aujourd'hui à la France, comme l'ont observé tous les orateurs globe-trotteurs, depuis les patrons de Total et de BNP Paribas jusqu'aux analystes Jacques Attali ou Hubert Védrine. Frederik De Klerk, Prix Nobel de la paix, a bien tenté de rallumer la flamme : «Français, croyez dans votre Europe, c'est un truc formidable.» Jérôme Chartier (photo), créateur des Entretiens, conclut : «Contrairement à nous, les pays émergents ont le feu sacré, seul moteur de la confiance.»

Elisabeth Chavelet